

**MOTION PRESENTEE PAR LES REPRESENTANTS DES ENSEIGNANTS DE LA LISTE SNES-FSU et SGEN-CFDT
AU CA DU LYCEE BOIVIN DU 01 FEVRIER 2021**

C'est avec stupeur et consternation que nous avons pris connaissance de la dotation attribuée pour la rentrée prochaine. En effet, pour **une prévision de 24 élèves en moins, le lycée subit une baisse de 85h de DHG, dont 66 heures poste, sur une structure prévue avec 3 divisions en moins !**

En dépit des efforts de la Direction du lycée pour tenir compte des amendements proposés par les représentants de la communauté éducative, **nous ne pouvons que contester cette baisse drastique des moyens qui est lourde de conséquences.**

Dans la répartition proposée au CA du 01 février, suite au refus de la première répartition au CA du 28 janvier :

- **L'enseignement ne pourra pas être assuré dans des conditions pédagogiquement acceptables sur les trois niveaux** : en prioriser un revient à accepter la dégradation des autres
- **L'obligation de « tenir » dans l'enveloppe horaire attribuée dégradera aussi les conditions d'études pour des promotions d'élèves fragilisés par plusieurs confinements** et donc plusieurs ruptures dans leur cursus, au sein de classes surchargées
- **Deux postes vont être potentiellement supprimés sur les 113 que doit rendre l'académie**, ce qui est considérable pour un petit lycée de 700 élèves, sur la base de projections hypothétiques quant aux choix des élèves à l'entrée en 2nde et dans les enseignements de spécialité
- **D'autres postes vont être impactés par des compléments de service** : les collègues seront « à cheval » sur plusieurs établissements ce qui diminuera la qualité de leur enseignement en faisant peser sur eux des contraintes logistiques.
- **Il y aura très peu de blocs de moyens provisoires pour accueillir des collègues stagiaires** alors que nous avons une compétence d'accueil et de formation assurée par de nombreux collègues tuteurs expérimentés

C'est pourquoi nous refusons cette répartition dans la mesure où la dotation est nettement insuffisante au départ.

- **Nous refusons de devoir choisir entre les solutions les moins pires** : le service public qu'est encore l'Education Nationale devrait permettre au contraire à tous les élèves de suivre leur scolarité dans les meilleures conditions, surtout dans le contexte sanitaire actuel destiné à se prolonger au-delà d'une année.
- **Nous refusons de continuer à enseigner des programmes denses et exigeants sans les moyens nécessaires** à leur bonne transmission et à une préparation au bac et aux études supérieures, optimale et égalitaire pour tous les élèves.
- **Nous refusons de voir les postes de nos collègues impactés alors que cette préparation de rentrée se fait sur des prévisions qui seront peut-être contredites par les choix définitifs des élèves.** Cette gestion des postes « à flux tendu » qui précarise l'implantation des postes fixes d'une année sur l'autre est intolérable sur le plan professionnel et humain.
- **Nous refusons d'entrer dans la concurrence entre disciplines, entre types d'enseignement (tronc commun ou spécialités par exemple), et encore moins entre collègues**, ce qui ne peut avoir que des effets délétères sur les équipes pédagogiques.

L'attractivité de notre lycée est déjà diminuée par sa situation périphérique, par sa taille moyenne qui ne lui permet pas d'offrir la totalité des spécialités, par la perte de sa forte identité sportive au fil des années à cause de décisions rectorales et régionales. Le choix de ne pas y ouvrir la nouvelle spécialité EPS à la rentrée prochaine alors que nous avons une expertise de l'accueil du public sportif y compris de haut-niveau, depuis plus de vingt ans, a été encore une déception. **Mais surtout les effets de seuil nous pénalisent lourdement pour cette prévision de rentrée.**

C'est pourquoi, afin d'assurer une amélioration minimale des conditions d'étude et de travail pour la rentrée prochaine :

- **nous demandons un abondement d'au moins 20h de dotation, dont une majorité d'heures postes**, pour tout simplement pouvoir faire notre travail dans des conditions acceptables dans l'intérêt des élèves et des enseignants
- **nous demandons de rajouter les heures qui permettraient le maintien des postes proposés à la suppression, notamment en sciences physiques, sachant que la gestion RH des collègues en « mesure de carte » risque d'être très compliquée vu la restriction des moyens affectés à l'académie**
- **nous demandons des moyens supplémentaires pour pouvoir assurer efficacement les groupes nécessaires et le maintien des autres dispositifs, options notamment, afin de pouvoir faire fonctionner un vrai Service Public d'Education**